

Service Santé Protection Animales
et Environnement.

Affaire suivie par : Philippe GALLAIS
Tél : 05 53 02 66 61

Courriel : ddetspp-icpe@dordogne.gouv.fr
Référence du rapport: EN260126

RAPPORT D'INSPECTION

S.A.S. CLOTTES BIOGAZ

Lieu-dit "Clottes »
24440 BEAUMONTOIS-EN-PERIGORD

PARTIE ADMINISTRATIVE

Organisme d'inspection : **DDETSPP DE LA DORDOGNE**
Date de l'inspection : **21 janvier 2026**

Inspecteurs :
Philippe GALLAIS, Inspecteur de l'Environnement ICPE

Accompagnants :
Mme Lise LONGIERAS Technicienne principale en charge des sous-produits animaux

Type d'inspection⁽¹⁾: ☐ Inopinée ☒ Annoncée ☐ Circonstancielle ☒ Planifiée

Motif de l'inspection : **PPC 2025, demande d'agrément sanitaire SPAn**

Champs de l'inspection : ☒ Physique ☒ Documentaire⁽²⁾

Représentants de l'établissement ayant accompagné l'inspecteur :
M. GUERIN Bertrand, président de la SAS
M. GUERIN Patrice, Directeur de la SAS

Références réglementaires :
> Code Environnement, parties législative et réglementaire des titres 1^{er} des livres V,
> Arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
> Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter complémentaire n°2014031 du 31 janvier 2014.

⁽¹⁾ **Contrôle inopiné** : contrôle sur site dont la date n'a pas fait l'objet d'une information préalable de l'exploitant.
Contrôle annoncé : contrôle sur site qui fait l'objet d'une information préalable de l'exploitant au moins 48 heures à l'avance.
Contrôle planifié : action de contrôle sur site programmée dans le cadre d'un processus de planification annuel ou pluriannuel.
Contrôle circonstanciel : action de contrôle sur site qui n'a pas fait l'objet d'une planification préalable dans le cadre du programme d'inspection et qui a été initiée par un événement difficilement prévisible (plainte, sollicitation de tiers, suivi d'une mise en demeure, accident, cessation d'activité,...).

SITE INSPECTE

Dénomination élevage : S.A.S. CLOTES BIOGAZ

Noms et prénoms des responsables : MM. GUERIN Bertrand et Patrice

Activité : Exploitation d'une unité de méthanisation de type agricole

SIRET : 513 302 349 00016

CODE AIOT : 0052401866

Adresse du site : lieu-dit « Clottes » 24440 BEAUMONTOIS-EN-PERIGORD

Courriels : clottes@wanadoo.fr

Objectifs du contrôle : Plan Pluriannuel de Contrôles 2025, conformité des installations pour la délivrance d'un agrément sanitaire sous-produits animaux

I – CONTEXTE

Le site est soumis au régime ICPE de l'enregistrement pour les rubriques 2781-1 et 2781-2.

L'unité de méthanisation en co-génération a été mise en service en septembre 2011.

Le traitement d'effluents d'élevage nécessite l'obtention d'un agrément sanitaire au titre du règlement CE 1069-2009 relatif aux Sous-Produit Animaux (SPAN).

Le présent rapport fait état des points de vérifications du respect par la SAS CLOTES BIOGAZ des prescriptions réglementaires applicables à ses installations.

II CONSTATS

cf grille d'inspection en annexe

III ÉVALUATION DE L'ENTREPRISE ICPE

Bilan synthétique des fiches de constats

Les 39 fiches de constat figurant en annexe fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante:

- les 5 fiches de constat suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives:

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/10/2010, article 23	Demande d'action corrective	30 jours
Plan des locaux	Arrêté Ministériel du 12/10/2010, article 24	Demande d'action corrective	30 jours

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/10/2010, article 34	Demande d'action corrective	6 mois
Épandage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/10/2010, article 46	Rappel réglementaire	-
Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 12/10/2010, article 50-IV	Demande d'action corrective	6 mois

- les 34 autres fiches de constats ne font pas l'objet de propositions de suites administratives. Le dossier installation classé doit être complété pour comporter l'intégralité des pièces listées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 12/10/2010.

Des mesures correctives doivent être mises en œuvre concernant la défense incendie sous un délai de 30 jours (accessibilité des extincteurs et matérialisation de leur positionnement sur le plan général des installations).


Une étude de faisabilité, à un coût économiquement acceptable, de la mise en place d'une couverture sur la plateforme de stockage du digestat solide doit être transmise à l'inspection sous un délai de 6 mois.

Une mesure du niveau de bruit et des émergences doit être réalisée sous un délai de 6 mois par une personne ou un organisme qualifié.

Rappel réglementaire : l'épandage des digestats est interdit à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau, cette limite étant réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau.

L'établissement ne présente pas de non-conformité majeure.

Date du rapport : 18 mai 2026

	<p>L'Inspecteur des installations classées,</p>  <p>Philippe GALLAIS</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------